

La politique Hollande/Valls : désastreuse et insupportable !

LE 15 NOVEMBRE, MANIFESTONS POUR UNE AUTRE POLITIQUE

Le bilan Hollande/Valls de 2 ans de politique libérale, c'est la **crise** qui s'aggrave, le **chômage**, la **précarité** et la **pauvreté** qui explosent.

Blocage des salaires et des retraites, 50 milliards de dépenses publiques en moins d'ici 2017... **Vous avez l'impression qu'on veut vous faire payer la facture des milliards de cadeaux faits aux grandes entreprises ?**

« Coût » et flexibilité du travail, « trou » de la Sécu, politique « pro-business »... **Vous vous dites que les propos du gouvernement sont les mêmes qu'à l'époque Sarkozy ?**

Toujours moins d'argent pour les services publics qu'on utilise pourtant tous les jours : crèches, écoles, cantines, transports, logement, hôpitaux, infrastructures sportives... **Vous pensez que l'austérité mène notre pays dans le mur ?**

Nous aussi et ça suffit !

Assez de cadeaux aux patrons !

Scandales financiers, paradis fiscaux, milliards de dividendes versés chaque année aux actionnaires... **Ce n'est pas d'argent dont manque notre pays, mais de volonté politique de dire : on peut faire autrement !**

La solution, c'est d'aller chercher l'argent là où il est et de le donner à ceux qui en ont besoin : augmentation des salaires, des retraites et des minima sociaux ; développement des services publics ; investissements de l'Etat créateurs d'emplois...

Pour sortir de la crise, c'est un changement radical et profond de la politique qu'il faut : **un projet d'alternative à l'austérité et de progrès social et environnemental, fondé sur une 6^e République** qui donne le pouvoir au peuple !

Avec vous, avec toutes les forces qui veulent mettre en échec la politique libérale du gouvernement, le Front de gauche veut créer une dynamique citoyenne et redonner l'espoir pour un autre projet de société.

MANIFESTATION UNITAIRE

Samedi 15 novembre - 14h - Denfert Rochereau

POUR UNE ALTERNATIVE AUX POLITIQUES D'AUSTERITE

CONTRE LE BUDGET ET LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT, CONTRE LE MEDEF

